

Samedi 18 décembre, Des ponts pas des murs !

14 décembre 2021

En 1997, des organisations de migrants asiatiques (notamment philippins) célèbrent le 18 décembre comme la « **Journée Internationale de Solidarité avec les Migrants** » en référence à l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Samedi 18 décembre, 25ème journée internationale de solidarité avec les Migrant.e.s

DES PONTS PAS DES MURS

La tragédie de Calais où 31 personnes sont mortes noyées le 25 novembre fait écho à celles qui se jouent dans les Alpes, les Pyrénées, les eaux de la Méditerranée, et récemment à la frontière polonaise. Ces tentatives désespérées ne s'arrêteront pas ; les exilé.es traversent par centaines la Manche quotidiennement. Dès le lendemain du drame, des migrant.e.s, sans autre choix, empruntent la même voie migratoire.

Depuis trente ans, les politiques européennes et nationales contribuent à la mise en place d'une Europe forteresse qui rend toujours plus difficile l'entrée et le passage de celles et ceux qui fuient leurs pays et cherchent refuge ici. Les logiques de surveillance renforcée ont fait de la Méditerranée un immense cimetière, leur perpétuation au nord de la France est en train de faire de même pour la Manche et la mer du Nord. Il ne sert à rien d'incriminer d'abord les passeurs, la misère aussi fait son marché. L'Union européenne et ses Etats membres doivent prendre la mesure des conséquences de leurs politiques migratoires. Le durcissement de la réglementation partout et la sophistication des contrôles aux frontières rendent le franchissement des frontières toujours plus difficile. Là est l'origine de ces traversées dangereuses et des disparitions qui en découlent.

Les migrations sont les conséquences des désordres du monde. Et dans ces désordres, la France comme tous les pays occidentaux porte de lourdes responsabilités.

Les signataires condamnent les choix politiques européens et français en matière d'immigration, basés sur un contrôle sécuritaire au mépris des conventions internationales des Droits de l'Homme et des droits de l'enfant.

En France, aujourd'hui, des centaines d'enfants étrangers venus seuls, sans famille, dorment dehors en attendant que l'Aide Sociale à l'Enfance les protège... peut être. D'autres sont parqués dans des hôtels, en attendant le signe d'un éventuel éducateur. En 2020, plus de 2000 parmi ces enfants ont été enfermés derrière les barbelés des centres de rétention. Parfois, l'évaluation de leur minorité a été réalisée dans ces lieux d'enfermement au mépris de la présomption de minorité et de l'exigence constitutionnelle de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Bien que l'accès à l'école soit garanti à tout âge et indépendamment de leur « statut administratif », les enfants ne sont généralement pas scolarisés avant une prise en charge stabilisée. Et quand leur minorité est contestée par le département, ils et elles font parfois l'objet de refus d'inscription dans nombre de départements. Pour celles et ceux qui ont été pris en charge par l'ASE, la galère reprend quand ils deviennent majeurs. La stigmatisation, les amalgames et les propos xénophobes à l'égard des enfants étrangers sont inacceptables et plus qu'inquiétants.

Il est urgent de tout changer...

Des moyens très importants sont consacrés à financer la mise en place de barrières physiques, juridiques et technologiques ainsi que la construction de camps sur les routes migratoires, moyens qui seraient plus utiles pour accueillir dignement les personnes bloquées aux frontières.

➡ Pour un changement radical des politiques migratoires en France et en Europe.
➡ Régularisation massive des sans-papiers, fermeture des centres de rétention.
➡ Suppression de l'agence Frontex

Marche solidaire aux flambeaux
Samedi 18 décembre 17 H
Place de Jaude à Clermont-Fd

A l'appel de : Réseau Education Sans Frontières 63, LDH, La Cimade, SAJE, Collectif Citoyen 63, HSSF 63, DEI France, DAL 63, Planning familial 63, MNCP Chom'actif, AC ! 63, AFPS 63, Libre pensée 63, Attac 63, Alternatiba 63, Les amis du temps des cerises, SOLIDAIRES, FSU, UNEF Auvergne, UD-CGT 63, Syndicat des Avocats de France, Osez le féminisme ! 63, France Insoumise, NPA 63, PG 63, UCL Clermont-Fd, PCF 63, Atelier de Gauche, Les Francas 63...

En 1997, des organisations de migrants asiatiques (notamment philippins) célèbrent le 18 décembre comme la « Journée Internationale de Solidarité avec les Migrants » en référence à l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Samedi 18 décembre, 25ème journée internationale de solidarité avec les Migrant.e.s

Marche solidaire aux flambeaux - Samedi 18 décembre 17 H - Place de Jaude à Clermont-Fd

À l'appel de : Réseau Education Sans Frontières 63, LDH, La Cimade, SAJE, Collectif Citoyen 63, HSSF 63, DEI France, DAL 63, Planning familial 63, MNCP Chom'actif, AC ! 63, AFPS 63, Libre pensée 63, Attac 63, Alternatiba 63, Les amis du temps des cerises, SOLIDAIRES, FSU, UNEF Auvergne, UD-CGT 63, Syndicat des Avocats de France, Osez le féminisme ! 63, France Insoumise, NPA 63, PG 63, UCL Clermont-Fd, PCF 63, Atelier de Gauche, Les Francas 63...

Des ponts, pas des murs

La tragédie de Calais où 31 personnes sont mortes noyées le 25 novembre fait écho à celles qui se jouent dans les Alpes, les Pyrénées, les eaux de la Méditerranée, et récemment à la frontière polonaise. Ces tentatives désespérées ne s'arrêteront pas ; les exilé.es traversent par centaines la Manche

quotidiennement. Dès le lendemain du drame, des migrant.e.s, sans autre choix, empruntaient la même voie migratoire.

Depuis trente ans, les politiques européennes et nationales contribuent à la mise en place d'une Europe forteresse qui rend toujours plus difficile l'entrée et le passage de celles et ceux qui fuient leurs pays et cherchent refuge ici. Les logiques de surveillance renforcée ont fait de la Méditerranée un immense cimetière, leur perpétuation au nord de la France est en train de faire de même pour la Manche et la mer du Nord. Il ne sert à rien d'incriminer d'abord les passeurs, la misère aussi fait son marché. L'Union européenne et ses Etats membres doivent prendre la mesure des conséquences de leurs politiques migratoires. Le durcissement de la réglementation partout et la sophistication des contrôles aux frontières rendent le franchissement des frontières toujours plus difficile. Là est l'origine de ces traversées dangereuses et des disparitions qui en découlent.

Les migrations sont les conséquences des désordres du monde. Et dans ces désordres, la France comme tous les pays occidentaux porte de lourdes responsabilités.

Les signataires condamnent les choix politiques européens et français en matière d'immigration, basés sur un contrôle sécuritaire au mépris des conventions internationales des Droits de l'Homme et des droits de l'enfant.

En France, aujourd'hui, des centaines d'enfants étrangers venus seuls, sans famille, dorment dehors en attendant que l'Aide Sociale à l'Enfance les protège... peut être. D'autres sont parqués dans des hôtels, en attendant le signe d'un éventuel éducateur. En 2020, plus de 2000 parmi ces enfants ont été enfermés derrière les barbelés des centres de rétention. Parfois, l'évaluation de leur minorité a été réalisée dans ces lieux d'enfermement au mépris de la présomption de minorité et de l'exigence constitutionnelle de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Bien que l'accès à l'école soit garanti à tout âge et indépendamment de leur « statut administratif », les enfants ne sont généralement pas scolarisés avant une prise en charge stabilisée. Et quand leur minorité est contestée par le département, ils et elles font parfois l'objet de refus d'inscription dans nombre de départements. Pour celles et ceux qui ont été pris en charge par l'ASE, la galère reprend quand ils deviennent majeurs. La stigmatisation, les amalgames et les propos xénophobes à l'égard des enfants étrangers sont inacceptables et plus qu'inquiétants.

Il est urgent de tout changer...

Des moyens très importants sont consacrés à financer la mise en place de barrières physiques, juridiques et technologiques ainsi que la construction de camps sur les routes migratoires, moyens qui seraient plus utiles pour accueillir dignement les personnes bloquées aux frontières.

- **Pour un changement radical des politiques migratoires en France et en Europe.**

- **Régularisation massive des sans-papiers, fermeture des centres de rétention.**

- **Suppression de l'agence Frontex**

Samedi 18 décembre, 25ème journée internationale de solidarité avec les Migrant.e.s

• [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Samedi-18-decembre-Des-ponts-pas-des-murs>